

Questions orales

M. Cullen: Comme Harry Truman l'a dit un jour, l'autorité en la matière s'arrête avec moi. Je prends mes responsabilités au sérieux et je sais que j'ai pris la décision qui s'imposait. J'ai des garanties sur mes sources d'information, mais je dois les protéger car il s'agit ici d'une question de sécurité nationale. Encore une fois, je sais que ma décision est la bonne. Je rencontrerai aujourd'hui les représentants de l'Association canadienne des professeurs d'université pour entendre leurs instances. Je n'empêche pas les députés de l'opposition ou les ministériels de me présenter les leurs, mais en dernier recours c'est à moi qu'il appartient de décider, dans les intérêts de la sécurité nationale. J'ai pris la décision qui s'imposait et je sais qu'elle est la bonne. Je sais également que le professeur en question sait fort bien pourquoi il ne sera pas reçu au Canada.

Des voix: Bravo!

* * *

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

DEMANDE D'UNE LISTE DES PAYS QUI NE RESPECTERAIENT LEURS ENGAGEMENTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'AIDE À L'INDONÉSIE

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A présent que le budget de l'ACDI a été porté à \$1.1 milliard, le ministre a-t-il fait enquête sur cette agence, pour donner suite à la déclaration de l'Auditeur général qui a dit à propos de l'ACDI, et je cite: «Certains pays ne respectent pas leurs engagements». Le ministre pourrait-il nous dire quels sont ces pays et quelles ont été les mesures prises pour remédier à la situation?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je prépare en ce moment un débat à grande échelle ainsi qu'un examen de toutes les questions concernant l'ACDI, parmi lesquelles celle que vient de poser le député figure en toute première place. Cependant, je ne puis encore lui donner de réponse définitive et je ne peux pas non plus nommer les pays concernés, mais je le ferai dès que possible.

M. Roche: J'espère en effet que le ministre fera cette déclaration dès qu'il le pourra de manière à sauvegarder l'appui du public à l'égard de l'ensemble des activités de l'ACDI. Le gouvernement a-t-il toujours l'intention de fournir autant d'aide à l'Indonésie, qui reçoit à présent 37 millions de dollars par an, sans même avoir protesté publiquement une seule fois contre l'atteinte portée aux droits de l'homme dans ce pays où 35,000 prisonniers politiques sont détenus sans jugement?

● (1150)

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, j'aimerais prendre la question pour préavis et étudier la question de l'aide fournie par le Canada à l'Indonésie dans le détail. Le député est probablement mieux placé que n'importe lequel de ses collè-

[Mlle MacDonald.]

gues pour savoir que notre aide à l'étranger est destinée à des populations très pauvres. Quant à savoir s'il convient d'imposer des conditions d'ordre idéologique ou autre aux pays bénéficiaires, la question est discutable. C'est un problème extrêmement complexe. Je tiens à fournir une réponse exhaustive au député; j'aimerais qu'il me laisse le temps d'étudier le problème à fond.

* * *

RADIO-CANADA

LES ALLÉGATIONS DE PARTIALITÉ DANS LE REPORTAGE DES DÉBATS ENTRE SÉPARATISTES ET FÉDÉRALISTES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au premier ministre suppléant, mais il semble errer comme une âme en peine ce matin. Par conséquent, je poserai ma question au ministre des Finances, qui occupe la place suivante dans la hiérarchie ministérielle. Dans une émission de télévision filmée hier pour le réseau Global et mettant en vedette huit ministres du cabinet, on dit que quatre ministres ont critiqué la partialité de Radio-Canada . . .

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): . . . dans le débat qui met aux prises les partisans du fédéralisme et ceux du séparatisme. Le secrétaire d'État a dit qu'il attendait impatiemment que Radio-Canada résolve la question de l'objectivité et de l'équilibre de ses émissions. Le leader du gouvernement au Sénat a dit que si la Société ne respectait pas son mandat, les parlementaires devaient s'appêter à intervenir. Le ministre de l'Industrie et du Commerce est allé plus loin en parlant du fédéralisme . . .

M. l'Orateur: A l'ordre! je vous prie. Le député devrait peut-être poser sa question maintenant sans autre forme de préambule.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas accuser les ministres de s'en prendre à Radio-Canada sans en fournir des faits. Puis-je faire une autre citation rapidement? Le ministre de l'Industrie et du Commerce a dit à propos du fédéralisme: «J'en parle librement, si j'étais sur les ondes de Radio-Canada, mes propos ne seraient pas transmis.» Ce sont de très graves allégations.

Des voix: Oui.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): J'aimerais que le gouvernement me dise puisqu'il estime que Radio-Canada n'assure pas un certain équilibre . . .

M. Lalonde: Ne regardez-vous pas la télévision?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): . . . dans le débat entre le fédéralisme et le séparatisme, si ce n'est pas à lui de changer la direction de cet organisme ou alors de défendre une société qui est la propriété du public?